



Amiens

AUDIENCE AVEC LA REGION HAUTS DE FRANCE

21 JANVIER 2019

Etaient présents pour la région : Manoëlle Martin, Giovanni Sorano, l'ensemble des directeurs du pôle éducation - lycée, et quelques chargés de mission.

A&I /UNSA était représenté par Christophe Bodonyi (Amiens), et Jean Marc Cazaudumec (Lille)

Manoëlle Martin espère continuer le travail entrepris les mois précédents sur la même lancée ; plusieurs thématiques abordées plus précisément :

- RH : cette question échappe à la gestion du pôle éducation lycée ; G. Sorano va néanmoins sensibiliser la DRH à la nécessité de mener ses activités en partenariat avec les établissements. En ce qui concerne la GAM, la question avait été mise en pause depuis quelques semaines, elle est de nouveau sur l'ouvrage ; selon G. Sorano, X. Bertrand a indiqué qu'il s'agissait pour lui d'une des priorités de 2019. X. Bertrand ne serait pas opposé à des ouvertures de postes.

- Sécurité : l'expérimentation lancée sur une vingtaine de sites en termes d'équipement et de travaux relatifs à la mise en sûreté montre que le cahier des charges initial de la région n'est pas tenable budgétairement notamment. Le cahier des charges va être revu à la baisse, et G. Sorano veut des études au cas par cas en fonction de la situation des établissements, en lien avec le reste des interventions prévues par le patrimoine immobilier. Un représentant de la FSU, chef d'établissement à Roubaix, a indiqué que le système de vidéosurveillance flambant neuf installé dans son établissement n'était pas opérationnel : après un magnifique jeu de passes entre tous les interlocuteurs de la région présents, G. Sorano a fini par réaffirmer que toute question relative à la sécurité faisait l'objet d'un traitement immédiat. La question de la sécurité échappait pour le moment à la compétence du pôle éducation-lycées : ça va changer à partir d'avril, G. Sorano récupérant ces questions dans son giron.

- Travaux / PPI : Manoëlle Martin va écrire aux établissements pour les tenir informés de l'évolution du PPI les concernant : PPI revu à la baisse ou opérations lissées dans le temps.

- Divers :

Jean Marc Cazaudumec a fait une intervention sur la nécessité de tenir des groupes de travail, en insistant sur le fait qu'il faut parfois varier les interlocuteurs selon que la



Amiens

question est générale ou technique ; retour favorable de G. Sorano, avec nécessité pour lui de connaître les interlocuteurs suite aux élections professionnelles.

Les chefs d'établissement présents se sont inquiétés de l'accompagnement de la région en ce qui concerne la réforme du lycée (aménagement de salles adaptées à des groupes plus grand, équipement informatique...). Question reste en suspens, dans l'attente de réponses des corps d'inspection ; les établissements seront potentiellement interrogés. Mais interrogations déjà entre la part incombant à l'Etat et celle incombant à la collectivité dans ces aménagements.